

Les avances consenties à l'*Atomic Energy of Canada Limited* et qui doivent être couvertes par des obligations ou des actions de la société s'élevaient, au 31 mars 1961, à 61 millions, ce qui représente une augmentation de 2 millions pour l'année.

Les prêts consentis, au cours de l'année, à la Société centrale d'hypothèques et de logement ont atteint 235 millions, dont 222 millions étaient destinés à des prêts directs consentis par la société et 13 millions à des programmes de construction d'habitations fédéraux-provinciaux. Les remboursements ont atteint au total 43 millions, dont 38 millions se rapportent à des prêts directs, 2 millions à des prêts relatifs aux programmes d'habitation fédéraux-provinciaux et 3 millions à des prêts pour construction d'habitations. L'augmentation nette pour l'année, soit 192 millions, fait passer le total des prêts à 1,511 millions au 31 mars 1961.

Les prêts accordés à la Société du crédit agricole se sont élevés à 40 millions de dollars, et les avances au fonds de la Société à un million, au cours de l'année. La Société a remboursé un million, de sorte que les avances non remboursées s'élevaient au 31 mars 1961 à 156 millions.

Les avances faites à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent pendant l'année ont été de 24 millions, ce qui porte à 321 millions le total des prêts. De plus, l'intérêt différé sur ces prêts s'établissait, à la fin de l'année, à 19 millions, c'est-à-dire au même montant qu'au 31 mars 1960. Ce montant figure en contre-écriture au passif sous le titre de «crédits différés».

Au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1961, l'État a avancé aux chemins de fer Nationaux 108 millions de dollars à des fins immobilières et pour le remboursement de la dette détenue par le public. Sur ce montant, 4 millions ont été avancés à la Caisse d'achat de la compagnie, selon les modalités des émissions obligataires du 15 mai 1959, du 15 décembre 1959, du 1^{er} janvier 1960 et du 1^{er} octobre 1960, lancées par les chemins de fer Nationaux et garanties par l'État canadien. En outre, l'État a avancé à la compagnie un million de dollars en vertu de la loi de 1955 sur le remboursement d'obligations, en vue du remboursement de plusieurs certificats de dépôts. Pendant l'année financière terminée le 31 mars 1961, le remboursement des avances de l'année écoulée et des années précédentes s'est monté à 225 millions de dollars, dont 221 millions proviennent des produits de la vente des obligations des chemins de fer Nationaux du Canada, datées du 1^{er} octobre 1960.

En outre, pour aider la compagnie à financer d'autres immobilisations au cours de l'année financière, le gouvernement a acheté pour 21 millions de dollars d'actions privilégiées à 4 p. 100 de la Compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada. Ces actions sont émises, sous l'empire de la loi sur la révision du capital des chemins de fer Nationaux du Canada, 1952, à concurrence d'un montant égal à 3 p. 100 du revenu brut de la compagnie.

De plus, au cours de l'année terminée le 31 mars 1961, le gouvernement a consenti à la compagnie des prêts provisoires de 56 millions de dollars à l'égard de son déficit de recettes de 1960. Cette somme, jointe aux prêts provisoires de 14 millions de dollars consentis au même titre au cours de l'année financière précédente, moins le remboursement de 3 millions de dollars représentant les avances non requises par la compagnie, a porté le total des prêts au titre du déficit de 1960 à 67 millions de dollars, montant qui a été porté au compte des dépenses budgétaires de 1960-1961. De même, en 1960-1961, on a effectué une rectification d'écritures en transférant au compte de la dette nette un montant de 8 millions de dollars à l'égard du déficit de recettes de la compagnie en 1958 sous l'empire du crédit 565 de la loi des subsides n° 6 de 1960.

En outre, le gouvernement a consenti à la compagnie un prêt provisoire de 2 millions de dollars en février 1961 à l'égard de son déficit de recettes de 1961.